

Claire Paradis

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Construire et remplir de nouvelles prisons et encombrer le système judiciaire avec des contrevenants condamnés à une sentence minimale obligatoire à la première infraction constitue une énorme perte d'argent. Poursuivre les criminels à cravate plutôt que de les dépanner fait beaucoup plus de sens, particulièrement parce qu'ils rendent nos rues beaucoup plus dangereuses en appauvrissant des gens qui sont déjà sur la corde raide au point de vue financier, notamment les personnes âgées. Retirer des ressources qui permettraient à des gens de développer leur propre entreprise et les forcer à accepter n'importe quelle occasion d'emploi est une stratégie à courte vue qui vise un avantage immédiat, plutôt qu'une solution durable. Les programmes de développement des collectivités, par exemple, sont essentiels dans des régions où les industries locales sont en chute libre, mais il existe des possibilités dont pourraient profiter les personnes qui font preuve de créativité et qui possèdent les ressources nécessaires. Cela est particulièrement vrai dans les régions rurales où il y a d'innombrables possibilités, mais où les ressources pour les développer se font rares. À moins qu'il n'y ait une menace immédiate à la souveraineté du Canada (peut-être en provenance du Danemark au sujet de l'île Hans, bien qu'il soit peu probable que cela entraîne une agression), dépenser des sommes énormes pour des avions de combat, mais réduire le financement consacré aux interventions d'urgence de la Garde côtière canadienne ou le soutien accordé aux groupes de sauvetage ou aux agents de conservation qui sauvent des vies chaque année sans exception me semble contre-indiqué. Je comprends que servir la population est un travail exigeant et difficile, mais les avantages d'être député semblent trop importants pour la majorité des Canadiens. Ce serait merveilleux de voir les politiciens sabrer dans leur propre budget et cela permettrait probablement de restaurer un certain niveau de confiance envers nos représentants élus, particulièrement dans le climat actuel des restrictions financières aux niveaux fédéral et mondial.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le Canada doit garantir sa propre santé économique en élaborant des stratégies concrètes comme un véritable plan en matière de sécurité alimentaire, une culture d'entrepreneuriat plus vibrante et la « fierté d'être Canadien ». Nos liens avec d'autres pays sont extrêmement importants, mais sommes-nous coincés dans des relations qui manquent de souplesse ou qu'il nous faut entretenir parce que nous n'avons pas développé les ressources nécessaires chez nous et que nous sommes donc à la merci d'un marché international? Peut-être est-il temps de voir ce dont nous avons besoin maintenant plutôt que ce qui a toujours été en place. Certaines de nos ressources sont précieuses et doivent être considérées comme telles, y compris notre « capital humain ».

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Là où je vis, on ne parle pas beaucoup de la planification de la relève. La majorité des gens ne savent pas ce que cela signifie. D'autres personnes qui le savent, particulièrement les personnes qui s'apprêtent à quitter leur emploi, trouvent le sujet mortellement ennuyant et certains l'évite aussi longtemps que possible (p. ex., jusqu'à ce qu'ils aient pris leur retraite). La planification de la relève devrait faire partie de tous les emplois, tout comme l'élaboration et la modification des politiques, mais ce n'est pas le cas. Au niveau fédéral, je suggère d'augmenter le partenariat mentor-apprenti, en commençant par le gouvernement, puis d'établir des lignes directrices et des programmes pour tous les milieux de travail. Le programme Nouveaux Horizons constitue un bon point de départ en permettant aux jeunes et aux personnes âgées de s'associer, et le gouvernement fédéral devrait appuyer autant de projets de ce genre que possible. L'accès à l'éducation est extrêmement important, évidemment, pour augmenter notre main-d'œuvre qualifiée, mais il faut également être capable de reconnaître les titres de compétences des gens qui sont déjà qualifiés, mais qui ne possèdent pas les documents nécessaires, notamment les nouveaux immigrants qualifiés ou les autodidactes. Établir des systèmes d'évaluation pour ces personnes permettrait également d'accroître notre bassin de travailleurs qualifiés.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Je suppose que la question vise notre compétitivité en tant que nation, car au niveau individuel, nous échouons en raison du vieillissement de la population si nous n'avons pas un plan pour le transfert du savoir de la génération qui s'apprête à prendre sa retraite. Dans ma région rurale, nous avons deux grands défis. Le premier consiste à avoir accès aux ressources qui permettront à des gens de développer ou de maintenir des entreprises viables dans la région. Ces ressources prennent la forme de l'amélioration ou du simple maintien de l'infrastructure de transport, tant virtuelle que réelle. Il faut que les produits nécessaires puissent être acheminés dans ma région et également dans l'autre sens, un problème que le gouvernement de cette grande et belle nation connaît certainement. Bon nombre de ces produits pourraient être virtuels, y compris l'éducation, car ils permettraient aux collectivités de grandir sans que des familles entières doivent s'exiler pour acquérir les compétences dont elles ont besoin. Le gouvernement fédéral pourrait soutenir l'éducation réelle et virtuelle et les infrastructures nécessaires. Le deuxième défi consiste à établir une culture d'entrepreneuriat afin d'amener des gens à créer leurs propres emplois en tirant parti des ressources dont ils disposent dans la région. Dans une collectivité axée sur une industrie qui a fait son temps, de nombreuses personnes ont l'habitude de se faire embaucher et de perdre leur emploi plutôt que de tirer parti des possibilités de créer leur propre emploi. Le gouvernement fédéral pourrait en faire un programme pour l'école publique.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Ici encore, le problème vient du fait que le gouvernement doit diriger un pays immense et diversifié : les problèmes de chaque collectivité diffèrent légèrement. Pour généraliser les problèmes auxquels nous faisons face ici, planifier et se préparer à une pénurie de main-d'œuvre imminente grâce à la planification de la relève me semble un bon point de départ. Vérifier les comportements éthiques des professionnels représente une lourde tâche, mais ce serait une bonne façon de contrôler le crime en col blanc. Franchement, comment vérifier la course au profit de certaines personnes afin d'assurer le bien-être de tous représente tout un casse-tête, mais il faudrait quand même essayer. Éviter le recours aux tribunaux et abandonner les sentences minimales obligatoires permettraient également de réduire la lourdeur du système judiciaire.